

## **STRUCTURE DES TARIFS D'UTILISATION DES RÉSEAUX PUBLICS D'ÉLECTRICITÉ**

**Consultation publique de la CRE du 24 mai 2016**

### **CONTRIBUTION DE L'ADEeF**

*Le 24 juin 2016*

Dans le cadre de la consultation publique lancée le 24 mai dernier relative à la structure des tarifs d'utilisation des réseaux publics d'électricité, l'ADEeF, Association qui regroupe l'ensemble des gestionnaires de réseau de distribution d'électricité (GRD) du territoire métropolitain, souhaite soumettre ses réflexions, analyses et remarques générales.

Les remarques spécifiques sont transmises directement par tous les membres de l'ADEeF.

Les réseaux publics de distribution d'électricité ont un rôle essentiel de solidarité et de mutualisation, rôle qui va se renforcer pour accompagner les évolutions du système électrique liées à la transition énergétique.

Ce rôle implique un attachement indéfectible des membres de l'ADEeF à la péréquation nationale et au système dit du timbre poste, sources d'équité et d'aménagement équilibré des territoires.

Dans le cadre de la nécessaire couverture des coûts des GRD, dans des formes et des délais au plus près de leur survenance, l'ADEeF réaffirme avec vigueur sa demande de rééquilibrage entre part fixe et part variable, étant donné le caractère reconnu de la structure très majoritairement fixe des coûts des GRD. Une note en annexe détaille cette problématique.

L'ADEeF souhaite attirer l'attention sur la nécessaire transparence des hypothèses prises et sur l'importance des nouveaux modes d'utilisation des réseaux (autoconsommation, ...), car ceux-ci ont un impact fort sur les charges, notamment fixes, des GRD.

L'ADEeF réitère sa demande de mise en œuvre de "signaux prix" cohérents entre tous les niveaux de tension, pour que l'efficacité du système électrique soit optimale.

Enfin, l'ADEeF rappelle le caractère spécifique des GRD qui ne sont pas des utilisateurs de réseau au sens où ils ne peuvent agir sur les transits d'électricité sur les réseaux qu'ils exploitent, ce qui nécessite, d'une part une évolution des différentiations temporelles accrues envisagées, beaucoup plus progressives et à un rythme cohérent avec les signaux effectivement véhiculés vers les clients finaux, d'autre part le maintien de mesures spécifiques que la CRE semble vouloir abandonner (souscription a posteriori, écrêtement grand froid, gestion du réactif).

O -O-O

## Pourquoi la mise en œuvre de la transition énergétique impose le rééquilibrage du ratio énergie/puissance de TURPE 5 ?

### Une vision commune des gestionnaires de réseaux de distribution

- **Les objectifs d'efficacité énergétique et l'augmentation de la part puissance des tarifs d'utilisation des réseaux publics de distribution ne sont pas antagonistes.** Une tarification limitant les appels de puissance pendant les périodes de pointe présente l'avantage de limiter les utilisations du réseau les plus préjudiciables pour l'environnement et de favoriser l'indépendance énergétique.
- **L'utilisation des composantes énergie des tarifs d'utilisation des réseaux d'électricité n'est pas un outil efficace pour atteindre les objectifs cibles d'efficacité énergétique.** Le non-reflet des coûts du réseau électrique dans les tarifs du TURPE, à travers une sur-tarification de l'énergie, induit une perte de valeur économique pour les consommateurs ainsi que pour les gestionnaires de réseaux, aux dépens d'autres mesures d'efficacité énergétique mieux ciblées.
- **Le rééquilibrage de la part puissance des tarifs d'utilisation des réseaux publics de distribution est un moyen complémentaire à l'horosaisonnalité pour veiller à l'efficacité et à l'équité des signaux tarifaires adressés aux utilisateurs.**

Le TURPE 5 sera la première tarification du réseau consécutive à la loi de transition énergétique. Il doit donc être adapté au réseau électrique de demain, en anticipant les nouveaux usages électriques. Pour être efficace, **cette tarification doit être au plus proche des coûts de long terme du réseau.**

La majorité des coûts est liée à la couverture géographique offerte par le réseau ainsi qu'au dimensionnement des équipements en puissance. Pourtant, la part énergie représente une part très importante de la facture (plus de 70%). **Cet écart entre la structure des tarifs et celle des coûts de long terme est présenté comme un outil de maîtrise de la demande énergétique.**

**La présente note expose** les raisons pour lesquelles **cette opposition entre efficacité énergétique et rééquilibrage de la part à la puissance des tarifs TURPE est erronée.**

L'efficacité énergétique est **un objectif de politique énergétique, au service des politiques de réduction des émissions de gaz à effet de serre et de réduction de la dépendance énergétique.**

- **Pour les industriels**, l'efficacité énergétique a du sens lorsqu'il s'agit de les inciter à investir dans des procédés et des équipements énergétiquement efficaces (vision long terme compatible avec le signal économique renvoyé par la part puissance du tarif de distribution), plus que de les inciter à réduire leur consommation en énergie lorsque leur carnet de commande est plein. L'efficacité énergétique peut se mesurer en moyenne sur une période de temps mais pour l'améliorer, il faut améliorer le rendement des procédés à tout instant : pour cela, l'élément clé est la puissance demandée par l'équipement.  
Avec des signaux économiques adressés aux entreprises, et tout particulièrement aux industriels, comportant une part énergie trop importante, la cohérence n'est pas assurée avec des objectifs d'accompagnement ou de soutien de l'activité économique. **Un signal économique basé sur une part puissance suffisamment importante envoie un signal économique cohérent à la fois avec l'objectif d'efficacité énergétique et avec celui de développement économique.**
- **Pour les clients finaux**, le signal tarifaire basé sur **une part puissance suffisamment importante assurera une bonne coordination des choix d'investissements des GRD et des comportements des consommateurs** avec les besoins actuels et futurs du système électrique, notamment pour les consommateurs résidentiels. Une hausse de la part puissance combinée à un différentiel de prix été-hiver incitera à une meilleure rénovation thermique en combinant économie d'appel de puissance et incitation à une modulation des consommations. Par ailleurs, la hausse historique constatée des appels de puissance des équipements des ménages (les fabricants obtiennent une part des économies

d'énergie en installant des moteurs plus puissants : compresseur...) pourra être maîtrisée avec un signal tarifaire en puissance renforcé. Une tarification accrue à la puissance incitera les fabricants à mettre sur le marché des produits encore plus efficaces, plus économes en puissance, *in fine* moins consommateurs d'énergie ; il ne serait d'ailleurs pas déraisonnable de promouvoir un affichage généralisé des équipements électroménagers en puissance au lieu de les afficher seulement en kilowattheure (les lampes LED sont affichées en Watts).

- **Un objectif de MDE (maîtrise de la demande d'électricité) porté par les seuls tarifs d'utilisation du réseau électrique crée une distorsion par rapport aux autres vecteurs énergétiques.** Un signal tarifaire pesant trop fortement sur la consommation électrique retarde la substitution des énergies fossiles par des solutions électriques (véhicules électriques, procédés industriels) moins émissives en CO<sub>2</sub>.

**Le rééquilibrage de la part puissance des tarifs** est nécessaire pour assurer le reflet efficace et équitable des coûts de long terme des réseaux dans le contexte actuel de transition énergétique nécessitant des investissements réseaux très importants (40 Md€ sur 10 ans) :

- Un relèvement de la part puissance offre l'intérêt d'**atténuer la part aléatoire de la facturation à l'énergie aux points de livraison accueillant des productions intermittentes décentralisées.** Le réseau assurant un service garanti dès lors qu'une puissance a été souscrite, il n'y a aucune raison que sa rémunération soit fonction de la météo, qu'il s'agisse de la douceur du climat du vent ou du soleil.
- Mieux véhiculer le signal prix de la puissance dans le TURPE **incitera davantage les clients à caler au plus juste leur puissance souscrite**, grâce aux facilités apportées par les compteurs communicants. Cela contribuera à la limitation des appels de puissance lors des périodes de pointe, et donc à une moindre utilisation des moyens de production d'électricité les plus carbonés.

Or, les **grilles actuelles et celles proposées pour la période TURPE 5** ne renvoient pas des signaux tarifaires assurant une bonne cohérence avec les comportements actuels ou nouveaux des utilisateurs :

- En effet dans un contexte d'essor des productions intermittentes à l'échelle locale et donc d'un système électrique plus décentralisé que par le passé, une tarification reposant de manière excessive sur la part énergie des soutirages conduit à une **facturation aléatoire qui réduit considérablement la lisibilité des signaux tarifaires, crée des effets d'aubaine** et des risques de subventions croisées entre utilisateurs du réseau.
- **La distorsion du signal tarifaire induit une rupture du principe d'égalité, particulièrement préjudiciable aux plus démunis.** L'écart entre les coûts imputables à un client et sa facture implique une non-optimisation des comportements de consommation. Cet effet est en faveur des utilisateurs du RPD qui demandent de l'électricité sur une courte période de l'année, et aux dépens des utilisateurs avec une demande régulière en électricité. **Ces transferts de coûts sont majoritairement au désavantage des consommateurs modestes** (logements mal isolés), **occupant les logements en permanence tout au long de l'année** (au contraire des résidences secondaires), **et au désavantage des entreprises.** Ils incitent à un surdimensionnement des bornes de recharge pour véhicules électriques (bornes accélérées ou rapides) et apportent une prime additionnelle aux primes existantes pour les consommateurs s'équipant de panneaux solaires.

Les signaux économiques de tarification des réseaux nécessitent d'être calés avec soin pour satisfaire différents objectifs exposés par la littérature économique : **(i) la lisibilité** par les utilisateurs, **(ii) l'efficacité en termes de couverture par chaque utilisateur des coûts de long terme de réseaux** qu'ils génèrent et **(iii) l'équité entre utilisateurs en termes d'absence de subventions croisées** et aussi en termes **d'acceptabilité sociale** pour les consommateurs individuels. **L'objectif d'Efficacité Énergétique s'ajoute à ces objectifs de tarification des infrastructures, mais doit rester cohérent avec ceux-ci**, pour éviter d'en brouiller l'efficacité, voire risquer d'introduire des inefficacités.

**Pour être efficace, la tarification doit refléter les coûts de long terme du réseau et répondre aux nouveaux besoins dont l'émergence est rapide. Dans le contexte de transition énergétique, un rééquilibrage de la part puissance des tarifs mérite donc d'être engagé dès que possible afin de progresser en termes d'efficacité et d'équité, tout en restant cohérents avec les objectifs d'efficacité énergétique de la politique énergétique.**

